

Les infos

Vendredi 12 Décembre 2008



DÉSACCORD POLITIQUE

C'était au temps où il était encore possible de promettre « aux marchés » un juteux ROE de 19%. Le « plan d'efficacité opérationnel » leur avait été annoncé dans la précipitation, le milliard d'économies sur les coûts d'exploitation devant permettre le rétablissement de la rentabilité habituelle en moins de 3 ans ! La promesse est-elle toujours d'actualité ? Prudemment, la procédure budgétaire ne fixe pour la 1^{ère} fois depuis longtemps aucun objectif de ROE en 2009. Mais il semble que la direction n'ait pas pour autant renoncé à presser le citron. En effet, le plan n'est pas au placard et sa substance essentielle consiste à transférer à la sous-traitance les activités, quitte à mettre gravement en cause la qualité du service. En la matière, les expériences désastreuses ne manquent pas, comme le transfert du courrier et de la gestion des immeubles centraux, où encore de la gestion des plans. Rien que pour ce dernier projet, il a été englouti 6 millions d'euros en pure perte, et on continue pour les 6 prochains. Le réseau n'est pas en reste avec Novadis et Orchestra, des projets qui transfèrent à la sous-traitance les dossiers de nos clients. Brillant résultat de ces transferts, les « cellules de contrôles » se multiplient pour tenter de maîtriser ces usines à gaz, où l'on rencontre fréquemment de la sous-traitance de sous-traitance. Le but final est toujours le même, on réduit les coûts en utilisant du personnel en contrats précaires et mal

payés. Naturellement, il n'y a jamais personne pour justifier a posteriori les « gains de productivité » annoncés à l'origine des projets. C'est pourquoi, lorsque la direction a discrètement inscrit à l'ordre du jour du comité central d'entreprise un projet de transfert de la comptabilité fournisseur à la sous-traitance, elle a déclenché une réaction qu'elle n'attendait pas. Le projet concerne un nombre de salariés restreints, 46 postes, qui ne courent aucun risque d'être licenciés. Mais le projet concerne typiquement une activité toujours assurée par les services internes, et il donne accès direct à la comptabilité SG à des intervenants extérieurs dont il n'est pas impossible qu'ils soient « délocalisés ». Ce projet a donc fait l'essentiel du débat de la séance plénière du CCE le 11. Venu répondre aux questions d'actualité, Frédéric Oudéa a d'abord tenté de calmer le jeu en minimisant l'impact du projet, chaque décision de transfert serait prise « au cas par cas », avec pragmatisme, et en jurant qu'il partageait notre souci de qualité du service. Cette profession de foi n'a pas eu un effet très convaincant, car lorsque le point d'ordre du jour a été abordé après son départ, la DRH s'est retrouvée à nouveau sur le grill. Elle s'est donc fendue de quelques arguments supplémentaires, du genre « le transfert concerne des activités non bancaires » vers « des prestataires dont c'est le cœur de métier » et qui le font mieux que nous... surtout avec des chinois payés avec un bol de riz ! Autre argument, la SG ne lésine pas sur les moyens pour reclasser les salariés, qui ne craignent pas d'être licenciés... il manquerait plus que ça ! Au final, les assauts répétés des élus, et quelques arguments solides pour contrecarrer ce beau discours, ont battu en brèche le plan de marche du projet, mais aussi la démarche. Convenant qu'il y avait un désaccord politique majeur, Anne Marion Bouchacourt a renvoyé à la session de mars le projet et proposé que la direction engage une discussion avec les délégués syndicaux nationaux sur le sujet auparavant. À suivre donc...



CGT Société Générale - SPB Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT